

le conseil municipal d'Alizay devant chez M-real JEUDI 17 JUIN à 11H

Avec l'aval d'un ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, l'entreprise finlandaise botte en touche et veut procéder très vite aux licenciements.

C'est tout simplement inacceptable et scandaleux :

- Parce que c'est l'avenir de dizaines, voire de centaines de familles qui est en cause.
- Parce que la fabrication de la pâte à papier est rentable.
- Parce que des solutions alternatives, travaillées par les organisations syndicales et les salariés ont été jugées viables et validées par des experts.
- Parce qu'il existe deux repreneurs potentiels connus : Arjo Wiggins et Proconsult.
- Parce que nous considérons qu'M-real se doit de céder pour l'euro symbolique son entreprise qu'elle entend de toute manière fermer.
- Parce que la pâte est une production déterminante et indispensable pour consolider et pérenniser le site d'Alizay.

Pour toutes ces raisons, le conseil municipal d'Alizay réaffirmera son opposition ferme aux licenciements ainsi qu'à la fermeture de l'usine de pâte à papier en se réunissant en session extraordinaire :

JEUDI 17 JUIN à 11H DEVANT L'ENTREPRISE M-REAL

Une occasion forte et symbolique d'exiger à nouveau le gel du plan social facilitant ainsi la reprise des discussions avec les repreneurs.

Comme le demandent les organisations syndicales et le collectif qui luttent depuis 7 mois pour le maintien et le développement de l'emploi, exigeons tous ensemble le redémarrage de la production de pâte. Il n'est pas encore trop tard !

La section Eure Seine PCF vous appelle à soutenir cette initiative municipale et vous invite à participer et à faire participer vos proches à ce rendez-vous. Il en va de la survie de notre territoire.

Gaza : continuons d'exiger la levée du blocus !

Après l'acte de piraterie mené par Israël contre la flottille de la paix, l'indignation a été forte au sein de l'opinion publique internationale. Un an après l'agression du peuple gazaouite, en janvier 2009, le gouvernement israélien montre le peu de cas qu'il fait du droit international et du respect de la vie humaine.

Malgré les déclarations d'indignation des gouvernements du monde entier, il ne faut pas en rester à des déclarations de façade, le temps que la colère retombe parmi les opinions publiques.

Pour les communistes, comme pour tous les partisans de la paix, c'est la politique israélienne, agressive, militariste et colonisatrice qui est la cause principale du blocage de la situation au Proche-Orient.

C'est en ce sens que notre Fédération s'est exprimée dès le lundi 1^{er} juin. D'abord par le biais d'une déclaration envoyée à la presse, d'un tract distribué à La Madeleine, sur Evreux, et lors du rassemblement pour Gaza du vendredi 4 juin en Préfecture. Les communistes étaient d'ailleurs bien représentés parmi les quelques 120 – 150 manifestants de ce rassemblement durant lequel, outre le PCF, les prises de parole n'ont concerné que le NPA et l'association ébroïcienne "Des racines et des z'elles".

Notre Fédération a ainsi exigé :

- La levée du blocus de Gaza ;
- Que, à défaut, des sanctions internationales lourdes soient prises, notamment la suspension de l'accord UE / Israël ;
- Que la France exige du Conseil de sécurité de l'ONU l'examen de la grave situation créée par cet acte de piraterie israélien et une décision collective pour contraindre Israël à appliquer les résolutions de l'ONU ;
- Que tous les parlementaires eurois prennent publiquement position en ce sens et interviennent auprès du Président de la République.

Enfin, nous avons rappelé la nécessité de libérer les prisonniers politiques palestiniens, notamment Marwan Barghouti et le jeune franco-palestinien Salah Hamouri.

Au côté des palestiniens depuis toujours, les communistes ont rappelé leur exigence d'une paix juste et durable qui passe inévitablement par l'établissement d'un état palestinien indépendant et viable.

Au-delà de l'indignation légitime pour cet acte de piraterie, les communistes continueront d'agir pour que ne soit pas oublié ce conflit et le peuple palestinien.

Eric RUIZ, membre du CD

SOUSCRIPTION PCF-27

En cette période de forte mobilisation face à la crise, pour la défense de nos retraites, de nos services publics, le PCF-27, avec ses militant-e-s investit beaucoup pour expliquer et expliquer encore, pour mobiliser toujours plus... nous vous remercions à l'avance de leur apporter votre soutien via l'AD-PCF27.

Je verse €

NOM Prénom

Adresse.....

chèque à l'ordre de ADF-PCF, à envoyer à Fédération PCF27 - BP 855 - 27008 Evreux Cedex (déduction fiscale de 66 %, un reçu vous sera adressé)

REGARDS SUR L'EURE hebdomadaire édité par la Fédération de l'Eure du PCF - commission paritaire n° 1009 P 11340
Directeur de publication R. Clouet BP 855 27008 Evreux Cedex - Tél. 02.32.39.46.82 - FAX 02.32.31.61.88 - www.pcf27@wanadoo.fr

emplois salaires
retraites
manifestation
jeudi 17 juin
10 heures - Evreux
Pré du Bel-Ebat

REGARDS SUR L'EURE

N° 1404 du 15.06 au 29.06.10 - 0 € 30

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

se rassembler pour nos emplois, nos salaires, nos retraites c'est déjà changer la société

Au moment d'écrire ces lignes l'annonce de la fermeture de l'entreprise HENKEL à Louviers tombe, laissant sur le carreau soixante-dix personnes. Tous les prétextes sont bons pour expliquer que finalement il faut réorganiser les sites de production et transférer celle-ci en Allemagne, le prétexte avancé étant la crise mais la raison inavouée, ici comme ailleurs, c'est la rentabilité des capitaux.

Décidément trop c'est trop, particulièrement dans ce secteur où, tout à côté, à Alizay, les mêmes prédateurs s'apprêtent à couler l'un des derniers sites de production de pâte à papier en France, et l'on peut craindre dans la foulée la production des ramettes de papier elles-mêmes, fleuron de cette entreprise.

Oui, il est plus que temps de mettre un coup d'arrêt à ces fossoyeurs de nos emplois industriels et de mettre au pied du mur les responsables politiques qui font semblant de s'en occuper. Bruno Lemaire est de ceux-là. Il s'agite beaucoup, si l'on en croit son cabinet de communication, avec son stylo et son téléphone auprès des dirigeants d'entreprises. Il l'a fait pour Glaxo, résultat : plus de 1 100 emplois supprimés sur Evreux. Il l'a fait pour M'REAL le même résultat est à craindre.

Alors oui décidément, plus que jamais il est urgent de se rassembler tous ensemble comme appelle à le faire Gaétan Levitre, maire d'Alizay, Conseiller Général communiste du

canton de Pont-de-l'Arche pour défendre, ici et maintenant, nos emplois.

C'est une question de société : oui ou non les emplois industriels ont-ils un avenir ? Si oui, quelle politique doit être mise en œuvre non seulement pour les pérenniser mais les développer ?

Quand les partis politiques, les responsables politiques entendront-ils enfin les propositions concrètes des salariés et de leurs organisations syndicales qui vont dans ce sens ?

C'est une question hautement politique, tous les partis, tous les élu-e-s de notre département, quel que soit l'échelon, sont devant leurs responsabilités.

Les communistes pour leur part, leurs élus continueront, en lien avec les intéressés, à apporter leur contribution, leur intervention dans ce domaine de la mise en œuvre d'une vraie politique industrielle dans notre Région.

C'est ainsi qu'ils entendent apporter leur originalité à la préparation des Assises Régionales pour l'emploi organisées par le Conseil Régional en novembre prochain.

Cette bataille pour l'emploi est intimement liée à celle pour les retraites et les salaires pour laquelle les organisations syndicales nous appellent à manifester jeudi 24 juin à 10 heures pré du Bel-Ebat à Evreux, alors nous en serons.

Christian JUTEL

TOUTES ET TOUS
avec le conseil municipal d'Alizay devant chez M-real
JEUDI 17 JUIN à 11H

retraites : des arguments pour rassembler (suite)

La capitalisation coulera la répartition

La répartition, système de solidarité intergénérationns et interprofessions, se fonde sur le versement immédiat des cotisations des actifs employés pour financer les retraites. Ces prestations soutiennent la demande, l’emploi, la croissance réelle, incitent les entreprises à investir. Elles permettent de rajeunir la force de travail, et contribuent au progrès de la productivité.

La capitalisation est un gâchis car les fonds, capitalisés à partir de l’épargne individuelle, vont à la finance et la spéculation. Elle nécessite des réserves financières considérables (trois fois plus que pour la répartition), donc des prélèvements plus lourds pour des prestations réduites. Ces fonds épargnés sont autant de cotisations en moins pour le système de répartition.

La capitalisation est un risque car ces fonds dépendent de la rentabilité des marchés financiers et sont soumis à leurs aléas. Le krach boursier de 2008 a fait baisser le montant des actifs des Fonds de retraite de 5 400 milliards de dollars, et le montant des pensions de 23 % dans les pays où domine ce système de retraite.

A l’opposé de la répartition on cotise sans aucune garantie sur le montant de la retraite. Certains ont ainsi tout perdu avec la faillite de leur fonds.

La capitalisation n’est pas un complément à la répartition, mais une arme pour la détruire.

Un service public et commun des personnes âgées

En France l’espérance de vie passe à 81 ans en 2010 et les plus de 60 ans représentent 22,6 % de la population. Ce progrès est considéré par les tenants de la domination des marchés comme une charge. Au contraire, il permettrait d’avancer vers une autre civilisation, avec un service public de sécurisation et de promotion des personnes âgées. Sécurisation de tous les moments de la vie et promotion des activités créatrices des seniors, des retraités et des dépendants.

La question des seniors et de leur faible taux d’emploi se rattache à la sécurisation des parcours professionnels. Le service public pourrait organiser des suivis contre l’usure et la pénibilité, des formations et des mobilités professionnelles, encadrer de bons mitemps.

Les retraités. La promotion de leurs conditions de vie et de leurs activités sociales concernerait le niveau des pensions dès 60 ans. Déjà s’amorce un renversement de portée révolutionnaire : à l’opposé de leur mise à l’écart de la vie sociale, une disponibilité bien plus grande des retraités que dans la période de travail pour des relations sociales choisies et créatrices.

Le 4e âge et les dépendants. Il s’agit de la poursuite de relations sociales et culturelles, au lieu de la réduction aux traitements médicaux et de soins physiques. Pour le soutien des maisons de retraite, très inégales, les budgets publics doivent augmenter. Les services aux personnes âgées à domicile devraient surmonter leurs graves insuffisances.

Attaques contre les retraites dans la fonction publique

Au nom des déficits sont imposés aux fonctionnaires : salaires bloqués, suppressions d’emplois, RGPP (révision générale des politiques publiques),non remplacement d’un fonctionnaire qui part à la retraite sur 2, casse de la fonction publique.Au nom de l’alignement sur le privé, la loi Fillon 2003 a entraîné : recul de l’âge de départ à la retraite, baisse du taux de remplacement des pensions. Les réformes programmées : (accroissement de la durée de

cotisation, de la période de référence, report de l’âge de la retraite), sans résoudre les problèmes de financement, frappent durement les fonctionnaires . Or leurs pensions sont, pour des salaires d’actifs comparables, du même ordre de grandeur que celles versées par le régime général.

Les droits familiaux liés à la maternité sont remis en cause et pénalisent encore plus les femmes. Les prétentions gouvernementales 2010 seraient fatales pour le code des pensions

C’est pourquoi le PCF propose :

La prise en compte de la pénibilité et des carrières longues ;

Le maintien de l’âge légal à 60 ans avec les garanties pour une retraite à taux plein et des 6 derniers mois comme salaire de référence ;

Le retour aux 37,5 annuités pour tous, y compris les fonctionnaires pour le calcul d’une pension complète avec 75 % du salaire minimum, la revalorisation des basses retraites ;

L’augmentation des salaires, la reconnaissance des qualifications et des créations d’emplois qui permettront le renouvellement générationnel et faciliteront l’équilibre des comptes et caisses ;

L’intégration des primes, dans le calcul de la retraite, et leur assujettissement complet aux cotisations ;

La prise en compte des années de formation pour la durée de cotisations.

Réforme du financement : les propositions du PCF

Faire cotiser les revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que la cotisation sociale patronale assise sur les salaires.

Principe des cotisations sociales. Celles-ci doivent rester fonction des salaires versés dans chaque entreprise. Mais le taux des cotisations patronales serait modulé selon le rapport « salaires / valeur ajoutée ». Cela responsabiliserait socialement les entreprises en les incitant à augmenter la part des salaires dans la valeur ajoutée (politique salariale, emplois, qualifications) ; à gagner en productivité en baissant d'autres coûts dans l'entreprise que les coûts salariaux : les coûts en capital ; à ne pas céder aux sirènes de la croissance financière des capitaux (OPA, placements financiers, spéculations, exportations de capitaux...).

L’objectif de ces deux propositions serait d’augmenter fortement les recettes de cotisations sociales avec un effet de ciseaux positif. Dans un premier temps, la « taxation » des revenus financiers rapporterait beaucoup (22 milliards d'euros pour les retraites), puis, dissuadant progressivement les entreprises d'en rechercher, son rendement tendrait à diminuer. Simultanément, la modulation de la cotisation patronale rapporterait de plus en plus, au-delà de ce que rapporterait aujourd'hui la « taxation » des revenus financiers, en enclenchant une autre logique de la croissance et de la gestion des entreprises, centrée sur le développement des emplois, des salaires et prestations sociales.

On mettrait fin aux exonérations de cotisations patronales (30 milliards d'euros), le montant de l’argent public gâché pour les compenser pourrait être alloué à un Fonds national pour développer l’emploi et la formation, base des cotisations sociales.

Ce Fonds impulserait un nouveau crédit pour l'investissement, à taux d'intérêt d’autant plus abaissé que les entreprises font de l’emploi. Cela devrait favoriser la base emploi et salaire de la retraite par répartition.

CONGRES DEPARTEMENTAL DU PCF PREPARATOIRE AU 35° CONGRES NATIONAL

face à la crise, à la politique de la droite

les communistes eurois déterminés à être utiles au mouvement populaire

Au-delà des remarques destinées à apporter des réponses au débat interne de leur formation au niveau national (voir ci-dessous la résolution adoptée à l’unanimité) les délégué-e-s réunis ce samedi 12 juin, salle Jacques Brel à Vernon ont surtout débattu de la crise, de ses conséquences sur la vie quotidienne des Eurois, aggravées par la politique de plus en plus dure de la droite au pouvoir. Dans cette salle en plein cœur du quartier populaire des Boutardes, Jean-Luc LECOMTE, conseiller régional, maire-adjoint de Vernon qui accueillait les délégué-e-s au nom de la section locale, ne manqua pas de souligner que les stigmates de la crise se voyaient ici plus qu’ailleurs et que la destruction des logements programmée par l’ANRU ne réglait en rien la détresse sociale des familles.

La question des retraites a bien évidemment retenu l’attention des militant-e-s communistes qui ont décidé de multiplier les initiatives de rencontres, de débats, pour échanger les arguments, aider à la mobilisation, y compris cet été dans le cadre de la préparation de la Fête de l’Humanité des 10, 11 et 12 septembre au Bourget.

Ce sera un moment fort de cette mobilisation autour de vraies solutions (voir en page 2) - notamment sur le financement - qui seront défendues ces jours-là à l’Assemblée Nationale par les députés communistes. Déjà, les communistes de Vernon organiseront une

rencontre-débat sur les retraites le mardi 28 juin 2010 à 20 h, salle Jacques Brel, avec la participation de Bernard TEFER président de l’UFAL, ils vous y invitent nombreux.

Ce congrès départemental a pris aussi un certain nombre de décisions pour aider les communistes eurois à être plus efficaces en termes d’organisation et construction d’une véritable alternative politique à gauche, en lien plus direct avec le mouvement populaire dans l’Eure, notamment avec le monde du travail et ses représentants. Le Conseil Départemental qui se réunira le mercredi 30 juin aura à les mettre en œuvre.

Enfin le congrès départemental a procédé à l’élection de ses 6 délégué-e-s au 35° congrès national à La Défense les 18, 19 et 20 juin, qui seront donc porteurs de la résolution adoptée à l’unanimité.

Au cours de ces travaux, Gaétan LEVITRE, maire d’Alizay et conseiller général de Pont-de-l’Arche, a fait le point sur la situation des salarié-e-s de la papeterie M’REAL et fait part de l’initiative qu’il prenait de réunir son conseil municipal devant l’entreprise ce jeudi 17 juin à 11 heures

Christian JUTEL, secrétaire départemental et Jean-Luc LECOMTE, conseiller régional l’ont assuré de l’entière solidarité des communistes de l’Eure et de leurs élu-e-s qui feront le maximum pour aider à la réussite de ce rassemblement.

PCF - Fédération de l’Eure - Congrès départemental - 12 juin 2010

résolution adoptée à l’unanimité

A la suite de leurs assemblées de section et en préparation du congrès d’étape des 18, 19 et 20 juin, les communistes de l’Eure ont tenu leur assemblée départementale à Vernon le samedi 12 juin 2010.

Ce congrès d’étape doit être le lieu d’expression et d’analyse des communistes sur la situation économique et politique actuelle ainsi que d’un premier bilan du Front de Gauche.

Les communistes eurois sont surpris par la publication de décisions engageant le PCF vis-à-vis du Front de Gauche, signées de la direction du PCF, avant les décisions du congrès d’étape. Nous dénonçons cet état de fait qui viole la souveraineté des communistes.

Nous rappelons que les décisions du 34^{ème} congrès, en décembre 2008, engageaient le Parti Communiste dans une dynamique de Fronts, au pluriel, pas seulement un Front de Gauche qui apparaît aujourd’hui comme une alliance politique de sommet, parfois éloignée des aspirations du mouvement social et portée essentiellement par les militants communistes. Les communistes eurois considèrent comme préalable à toute décision sur les prochaines échéances électorales que s’élabore un projet alternatif avec et au sein du mouvement social et que le PCF y apporte ses analyses et ses propositions.

Il sera du ressort du congrès de juin 2011 de décider souverainement de la suite à donner à l’alliance actuelle du Front de Gauche.

Les communistes de l’Eure attirent par ailleurs l’attention sur les élections sénatoriales de 2011 qui peuvent être un moment fort de remise en cause de la politique de la droite, notamment en ce qui concerne la réforme territoriale.

Enfin, les communistes eurois réaffirment leur attachement à l’existence du Parti Communiste, outil indispensable pour dépasser un système capitaliste en crise et qui fait la démonstration quotidienne de sa nocivité sur l’emploi, le niveau social de la population et l’environnement

Les délégué-e-s de l’Eure au 35è Congrès du PCF

- Alice ALBERTINI (Evreux)
- Danielle BONNETTE (Gisors)
- Michèle LEQUILIERIER (Andelle)
- Christian JUTEL (Evreux)
- Jean-Luc LECOMTE (Vernon)
- Eric RUIZ (Saint-André)
- Carole DEPUSET, suppléante (Vernon)

RETRAITES

les communistes de la section de Vernon vous invitent à une rencontre-débat avec Bernard TEPER, président de l’UFAL

mardi 28 juin 2010 à 20 heures

salle Jacques Brel, quartier des Boutardes à Vernon